



Envoyé en préfecture le 09/07/2021

Reçu en préfecture le 09/07/2021

Affiché le

SLO

ID : 019-211915301-20210706-2021062-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU 6 JUILLET 2021

DELIBERATION N° 2021/051

Taxe foncière sur les propriétés bâties :
Limitation de l'exonération de deux ans en faveur
des constructions nouvelles à usage d'habitation

DATE DE CONVOCATION
30 juin 2021

L'an deux mille vingt et un,
Le six juillet à vingt heures trente
Le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique
sous la présidence de Monsieur Philippe VIDAU.

**DATE D'AFFICHAGE
DU COMPTE RENDU**
7 juillet 2021

Etaient présents : Philippe VIDAU, Maire
Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Lucette TRALEGLISE - Dorian POUMEAU - Annie PASCAREL - Michel DONZEAU -
Helga REMY - Jean-Pierre LABORIE
Mesdames et Messieurs les Conseillers
Marie-Christine VERGNE, Philippe SANTIN, Marc ROULET, Gisèle PERIER-
BRIENCHON, Jean-François BORDAS, Pierre Jean VIALLE, Christophe BELLINA,
Francine DARLAVOIX, Karine DESCHAMPS, William POUMEAU, Gilbert JAUGEAS,
Sylvie DE CARVALHO-PEYROUT, Delphine SARCOU, Laurent MOREAU.

NOMBRE DE CONSEILLERS
En exercice : 27
Présents : 21
Votants : 27

Absents excusés :
Monique MANIERE donne pouvoir à Marc ROULET
Michel JUGIE donne pouvoir à Lucette TRALEGLISE
Robert DALLES donne pouvoir à Philippe SANTIN
Sophie CHEVREUX donne pouvoir à Marie-Christine VERGNE
Christelle CHATAURET donne pouvoir à Francine DARLAVOIX
Johanna GERAUD donne pouvoir à Dorian POUMEAU

forment la majorité des membres en exercice.
Le **quorum** étant atteint, le Conseil municipal peut délibérer.
Jean-François BORDAS a été élu secrétaire de séance.

Préambule

Actuellement, les constructions nouvelles, reconstructions et additions de construction à usage d'habitation sont exonérées de la taxe foncière sur les propriétés bâties durant les deux années qui suivent celle de leur achèvement (1383 du Code général des impôts - CGI).

La réforme de la taxe d'habitation (article 16 de la loi de finances pour 2020) a **apporté des modifications à ce dispositif d'exonération temporaire**. En effet, pour tenir compte du transfert de la part départementale de TFPB aux communes et permettre aux contribuables de continuer à bénéficier de cette exonération au moins sur l'ancienne part départementale de TFPB, le législateur a fixé l'exonération de 2 ans à un minimum de 40% pour cette nouvelle part communale de TFPB (ancienne part communale + ancienne part départementale). L'exonération s'applique sur la base imposable de TFPB et avant prise en compte du coefficient correcteur.

L'exonération de 2 ans de TFPB s'appliquait d'office sur la part départementale de TFPB. Avec le transfert de la part départementale de TFPB aux communes, **l'objectif de la loi est de maintenir le champ d'exonération dont bénéficiait le contribuable avant la réforme**, à savoir une exonération de 2 ans sur la part départementale.

L'article 16 de la LF pour 2020 impose aux communes un minimum de 40% pour cette exonération temporaire de TFPB. Il est aussi possible de relever le taux de cette exonération à 40%, 50%, 60%, 70%, 80% ou 90% de la base communale imposable à compter de 2022 (les communes ne pourront pas délibérer sur un pourcentage différent de ceux mentionnés à la phrase précédente). Ainsi, quel que soit le choix de la commune, une exonération minimum à hauteur de 40% s'appliquera. Dans l'esprit du législateur, **l'exonération minimum à hauteur de 40% permet de maintenir l'exonération d'office sur l'ancienne part départementale de TFPB.**

Pour information :

Règles applicables aux locaux autres que les locaux d'habitation :

A partir de 2021, l'exonération de TFPB pour la nouvelle part communale de TFPB (anciennes parts communale et départementale) est fixée à 40% de la base imposable. Dans l'esprit du législateur, l'exonération à hauteur de 40% permet de maintenir l'exonération d'office relative l'ancienne part départementale de TFPB. Aucune délibération d'opposition n'est possible.

Monsieur Le Maire a exposé les dispositions de l'article 1383 du code général des impôts permettant au conseil municipal de limiter l'exonération de deux ans de taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des constructions nouvelles, additions de construction, reconstructions, et conversions de bâtiments ruraux en logements, en ce qui concerne les immeubles à usage d'habitation.

Il précise que la délibération peut toutefois limiter ces exonérations uniquement pour ceux de ces immeubles qui ne sont pas financés au moyen de prêts aidés de l'Etat prévus aux articles L. 301-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation ou de prêts visés à l'article R. 331-63 du même code.

Vu l'article 1383 du code général des impôts,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents

- **DECIDE** de limiter l'exonération de deux ans de la taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des constructions nouvelles, additions de construction, reconstructions, et conversions de bâtiments ruraux en logements, à 40% de la base imposable, en ce qui concerne tous les immeubles à usage d'habitation.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.



Fait et délibéré les jours, mois et an susdits
Pour extrait certifié conforme au registre
Le Maire


Philippe VIDAU